

## Les effets d'un scrutin qui a fait tomber un gouvernement

# Les municipales aboutissent à l'inversion de la majorité

**En 2012, les Réunionnais ont voté à 72% pour François Hollande, et ils avaient choisi d'envoyer à l'Assemblée nationale 5 députés PS et une PLR pour faire appliquer le changement auquel ils croyaient. 18 mois plus tard, les forces qui avaient appelé à voter François Hollande dès le premier tour subissent un échec électoral. La majorité s'est inversée.**

Le résultat des élections municipales se conclut sur un net recul de la majorité. Au total, elle perd la direction de plus de 150 villes grandes et moyennes. Le rejet de la politique du gouvernement s'est aussi manifesté par une abstention en hausse entre le premier et le deuxième tour.

L'Outre-mer n'a pas été à l'écart de ce mouvement. Ainsi en Guadeloupe, le Parti socialiste a subi un échec, matérialisé par la défaite dès le premier tour de la liste comprenant Victorin Lurel dans la commune de Vieux Habitants.

La Réunion a également été touchée par l'effet de la politique du gouvernement. Dès le premier tour, les députés PS et PLR subissaient un recul de plus de 20 points par rapport au score des législatives. Au second tour, un parlementaire de la majorité sur les quatre en lice a réussi à gagner l'élection à la majorité relative. Partout ailleurs, c'est la défaite. Au Tampon, Jean-Jacques Vlody termine troisième de la triangulaire. À Sainte-Rose, le sénateur Vergoz échoue une nouvelle fois dans son opération de reconquête de la Mairie. À Saint-Paul, Huguette Bello est distancée de plusieurs milliers de voix par Joseph Sinimalé.

Avec la défaite de Victorin Lurel, la perte de Saint-Paul, commune de plus de 100.000 habitants, constitue l'événement outre-mer.

### PCR et PLR principales victimes de la division

Comme partout ailleurs, ceux qui ont appelé à soutenir François Hollande dès le premier tour connaissent un recul: le PS perd deux communes, le PCR trois sur quatre, et PLR toutes ses communes et en gagne une au détriment du PCR. Concernant le Parti communiste réunionnais et le PS, ces municipales de 2014 sont donc un retrait important par rapport au résultat de 2008. Lors des précédentes municipales, l'union des forces de progrès était un principe qui n'avait que de rares exceptions. C'est ainsi que le PCR qui dirigeait déjà Le Port, La Possession, Sainte-Suzanne, a réussi à prendre la tête de Saint-Louis, Saint-Paul et Saint-André, ainsi que Trois-Bassins et

Saint-Leu en coalition. Pour sa part, le PS avait pu reprendre Saint-Denis et Saint-Benoît, tout en obtenant en plus La Plaine des Palmistes.

Cette année, la tendance s'est inversée sous le poids d'une double division. Ce fut tout d'abord la rupture du front progressiste en 2010, avec le maintien de la liste PS au second tour des régionales pour faire battre l'Alliance.

Cela a été ensuite la création du parti d'Huguette Bello en 2012 lors des élections législatives. La députée a entraîné avec elle une partie des cadres du PCR, ce qui a provoqué une division de l'électorat du PCR, et des directions municipales. Saint-Paul, Saint-André et Trois Bassins étaient passées sous la coupe de PLR. Dimanche soir, la division a entraîné la perte de toutes ces communes. Le PCR a perdu lui aussi Saint-Louis dès le premier tour, plus Le Port et La Possession au second tour. La division a donné un espoir inespéré à des forces qui n'aurait pas pu faire basculer ces villes dirigées par le PCR depuis 1971.

### Le poids des appareils municipaux

En cette période de crise, le sortant bénéficie d'un avantage important quand il peut s'appuyer sur l'appareil municipal. Plus de 60% des maires ont ainsi été reconduits. Avec des taux de chômage et de pauvreté record, l'attribution ou pas d'un emploi aidé a pesé lourd dans la balance. Difficile aussi de résister aux promesses quand la situation personnelle est d'une précarité extrême.

Aujourd'hui, les élus, et en particulier les nouveaux maires, sont face à leurs engagements. Ils devront gérer l'immense attente qu'ils ont créé dans un contexte de diminution des ressources financières des collectivités. L'État baisse ses subventions, l'octroi de mer est menacé par les exigences de l'Organisation mondiale du commerce. Il ne reste plus que l'augmentation des impôts ou de l'endettement comme source potentielle de recette nouvelle. Or, l'ensemble de la population est-elle prête à se laisser ponctionner encore plus pour finan-



Les espoirs placés dans le vote à 72% pour François Hollande sont déçus. Le BTP n'est pas près de voir la sortie du tunnel. (photo Toniox)

cer des promesses d'embauche ou d'augmentation de salaires?

### L'échec des jeunes en politique

Enfin, les élections municipales à La Réunion marquent l'échec de l'entrée en politique d'une nouvelle génération. Pour la première fois, des maires sortis par les urnes reviennent à la faveur d'une élection. Ce sont les plus âgés qui l'ont emporté. Cela remet en cause tout le discours appelant à mettre les anciens de côté au profit d'une génération nouvelle. Didier Robert, le porte-drapeau de cette génération, a d'ailleurs été éliminé dès le premier tour au Tampon. Les deux excep-

tions du Port et de La Possession ne doivent leur élection qu'à la division de l'électorat communiste à leur profit.

Les équipes élues dimanche sont face à des grands défis. Au cours de leur mandat, la population réunionnaise dépassera les 900.000 habitants. 60.000 jeunes Réunionnais obtiendront leur bac et demanderont tôt ou tard un emploi à la hauteur de leur qualification. Avec la réduction des subsides de l'Etat, il sera plus difficile pour les communes de jouer le rôle de l'amortisseur social par des embauches dans les services municipaux. La publication des derniers chiffres du chômage rappelle l'ampleur de la crise: quelle réponse crédible donner à 170.000 demandeurs d'emploi?

M.M.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69<sup>e</sup> année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
EMAIL RÉDACTION : [temoignages@wanadoo.fr](mailto:temoignages@wanadoo.fr)  
SITE WEB : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :  
[avis.temoignages@wanadoo.fr](mailto:avis.temoignages@wanadoo.fr)  
EMAIL PUBLICITÉ : [pub.tem@orange.fr](mailto:pub.tem@orange.fr)

## Édito

## La France dans l'impasse, La Réunion encore davantage

Quelques heures après l'annonce des résultats des élections municipales, la journée de lundi a commencé par un coup de tonnerre: le déficit public est plus important que prévu. D'après l'INSEE, le déficit public annuel en 2013 est de 4,3% au lieu des 4,1% prévus par le gouvernement. Cette donnée éloigne encore davantage l'objectif de repasser en dessous de la barre des 3% en 2015. Si cet engagement pris vis à vis de l'Union européenne n'est pas atteint, alors la France pourra subir des sanctions pouvant aller jusqu'à la suspension des fonds européens. Pour La Réunion, une telle éventualité est catastrophique.

Dans le détail, la dette publique a augmenté de 84 milliards d'euros l'an passé. La hausse découle davantage des collectivités locales que de l'État au dernier trimestre 2013. Quant à la dépense publique, elle a continué d'augmenter.

La dette s'élève donc à plus de 1.900 milliards d'euros, elle dépasse 93% de la richesse produite par la France en une année.

Ces données fixent le cap du nouveau gouvernement. Le pacte de responsabilité et les 50 milliards d'euros d'économies ne seront pas suffisants pour tenir les engagements pris envers l'Union européenne. Rappelons que le budget 2014 prévoyait pour la première fois depuis des décennies une baisse de la dépense publique. Cet objectif n'est pas atteint. C'est cette politique qui coûte au pouvoir une déroute électorale. Force est de constater que la pause annoncée dans ces mesures impopulaires ne pourra pas intervenir, sauf à remettre totalement en cause la répartition des efforts entre les différentes classes sociales. Mais la ligne fixée par le chef de l'État n'est pas de cette nature, priorité est donnée aux entreprises et pas aux plus pauvres.

Cette crise de la dette publique pousse la France dans l'impasse d'une politique d'austérité qui aggrave les difficultés. A La Réunion, c'est la confirmation d'une impasse encore plus grande. Ceux qui ont misé sur des promesses inconsidérées pour se faire élire ou réélire sont face à un mur. Le nouveau gouvernement ne manquera pas de se saisir de cette dernière étude de l'INSEE pour imposer encore davantage de restrictions aux collectivités, car ce sont elles qui sont désignées premières responsables de l'aggravation du déficit public. Comment alors satisfaire les immenses attentes exprimées lors des municipales à La Réunion?

J.B.

## Municipales 2014

# Victoire à Sainte-Suzanne



Au soir du second tour, c'est une grande victoire pour la liste conduite par Maurice Gironcel. Une victoire du peuple de Sainte Suzanne sur un projet Réunionnais pour Sainte Suzanne, réalisé par la population de Sainte Suzanne et c'est Ensemb' que nous allons mettre en oeuvre ce projet plébiscité par les habitant(e)s de Sainte Suzanne.

Merci aux 6 477 électrices et électeurs de Sainte Suzanne!

Ensemb' pour Sainte Suzanne!



## Après la déroute des socialistes aux municipales

# Jean-Marc Ayrault démissionne, Manuel Valls nommé Premier ministre

**L**a politique gouvernementale aura pesé dans ces élections municipales. Si bien que plus de 155 villes détenues par le Parti Socialiste, ont basculé à droite. Le président François Hollande a été sanctionné pour ses mesures jugées «anti-sociales» par les syndicats et l'opposition. Hier soir, Jean-Marc Ayrault a présenté sa démission. Manuel Valls lui succède à Matignon. Retour sur les enseignements du scrutin qui a amené à un changement de gouvernement.

Seize membres du gouvernement étaient candidats aux élections municipales, bon nombre ont été battus par l'UMP. Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault prend sa part de responsabilité dans l'échec des socialistes et de la Gauche lors de ces municipales. Cependant, ce dernier a affirmé qu'il s'agit d'une «responsabilité collective».

du ministre de l'Economie et des Finances, chargé de l'Economie sociale et solidaire et de la Consommation) à Trappes.

## Basculement de gauche à droite

### Les ministres en payent le prix

Marie-Arlette Carlotti, Ministre déléguée auprès de la ministre des Affaires sociales et de la Santé, chargée des Personnes handicapées et de la Lutte contre l'exclusion a été largement battue par l'UMP Bruno Gilles à Marseille. Pour Guillaume Garot, ministre délégué à l'Agroalimentaire, il perd sa commune, au profit du sénateur François Zocchetto, de l'UDI. Même chose pour Pierre Moscovici, ministre de l'Economie et des Finances, présent sur une liste socialiste à Valentigney (Doubs), battu par la droite.

Pour sa part, Michèle Delaunay, Ministre déléguée auprès de la ministre des Affaires sociales et de la Santé, chargée des Personnes âgées et de l'Autonomie est battue dès le premier tour par Alain Juppé à Bordeaux. Du côté, des ministres écologistes, Cécile Duflot et Pascal Canfin, étaient en position non éligible, dans les 11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> arrondissements de Paris, ces derniers ne figuraient pas sur les listes fusionnées -et victorieuses- avec le PS pour le second tour.

En revanche, le ministre des Transports Frédéric Cuvillier a été réélu maire à Boulogne-sur-Mer, Aurélie Filippetti est sur la liste gagnante à Metz, et le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll au Mans. Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius à Grand-Quevilly, et le ministre du Travail, Michel Sapin, à Argenton-Sur-Creuse, ont gagné dès le premier tour, leur place de maire. Enfin, Valérie Fourneyron, Ministre des Sports, de la Jeunesse, de l'Education populaire et de la Vie associative, l'emporte à Rouen, comme Yamina Benguigui, Ministre de la Francophonie, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, passe, comme Manuel Valls (Ministre de l'intérieur) à Evry et Benoit Hamon (Ministre délégué auprès

Près de 155 communes de plus de 9.000 habitants, dont des dizaines de villes de plus de 30.000 habitants, ont basculé de gauche à droite lors de ces élections municipales. Parmi les villes symboliques, Toulouse, 4<sup>e</sup> ville de France, ou Limoges, capitale de la région Limousin était détenue par les socialistes depuis 1912. D'autres villes sont sous le giron de l'UMP dorénavant comme Saint-Étienne et Reims. Pour le journal «Le Figaro», la défaite à Quimper (Bretagne), de Bernard Poinant, un des principaux conseillers du président François Hollande, est aussi très symbolique.

Lors d'un point presse, l'actuel Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a admis l'échec du gouvernement. Ce dernier a expliqué que la responsabilité des mauvais résultats de la gauche était «collective», a relayé l'Agence France Presse. Ajoutant, «j'y prends toute ma part», il a attesté que «nous n'avons pas assez expliqué que l'action de redressement engagée depuis 2012 était essentielle pour notre pays», d'autant «que la situation de nos finances publiques, de nos entreprises, et notamment de notre industrie, était particulièrement dégradée et exigeait beaucoup d'efforts sous peine de voir la politique de la France dictée par les marchés financiers».

Au lendemain du second tour, les tractations se sont intensifiées afin de remanier le gouvernement, après avoir été marqué par une «désaffection significative de celles et ceux qui nous ont fait confiance en mai et juin 2012». Lors de son allocution, dimanche soir, le Premier ministre a indiqué que le pays avait «besoin d'une équipe gouvernementale efficace et soudée» et d'une «majorité rassemblée».

Céline Tabou

## François Hollande annonce un gouvernement resserré

Jean-Marc Ayrault et son gouvernement ont démissionné, a annoncé Matignon lundi en fin d'après-midi. Le ministre français de l'Intérieur Manuel Valls va le remplacer au poste de Premier ministre.

Cette nouvelle a été confirmée par le président de la République lors d'une allocution télévisée hier dans la soirée. François Hollande a annoncé la formation d'un «gouvernement de combat»,

resserré, mené par un nouveau Premier ministre: Manuel Valls. «Le message que vous m'avez adressé, je le reçois personnellement et je dois y répondre avec franchise et humilité.», assure François Hollande. La nouvelle équipe aura trois missions, selon le président de la République: «redonner de la force à notre économie», assurer la «justice sociale» et «le redressement des finances publiques».

## Le FN progresse en France

Onze villes sont désormais dirigées par le Front National, comme à Béziers avec Robert Ménard (ex-dirigeants de Reporters Sans Frontières), à Fréjus, Villers-Cotterêts, Le Pontet, Beaucaire, le Luc, Hayange, Cogolin et le 7<sup>e</sup> secteur de Marseille. Une victoire pour Marine Le Pen, car c'est une première depuis la création du mouvement en 1972. «Nous passons clairement à une nouvelle étape», s'est félicitée la présidente du parti.

Pour cette dernière, «il faut désormais

compter avec une troisième grande force politique dans notre pays». Après avoir été la troisième formation politique lors des présidentielles de 2012, avec 17,9% des voix (soit 6,4 millions de personnes), le FN a continué sa campagne de dédramatisation. Une dédramatisation dénoncée par plusieurs associations et qui est le sujet d'une campagne de redramatisation, en particulier après des photos publiées sur les réseaux sociaux, montrant Marine Le Pen, avec des sympathisants nazis.

## L'UMP grand gagnant des Européennes selon un sondage

D'après un sondage Ipsos/Steria (pour France télévision, Radio France, Le Monde, Le Point, LCP/Public Sénat), réalisé du 27 au 29 mars par internet, l'UMP est en tête des intentions de vote, avec 24%, pour les élections européennes du 25 mai. Le parti de Nicolas Sarkozy est suivi par le FN avec 22% et le PS 19%). D'ailleurs, si les élections avaient eu lieu ce dimanche, 10% se prononceraient pour une liste Europe Ecologie-Les Verts, 8% pour une liste Front de Gauche, 8% pour une liste Modem-UDI, 3,5% pour une liste de Debout la République.

Selon le sondage, le sentiment des Fran-

çais après ces élections municipales est à 60% satisfaits des résultats du scrutin contre 40% de mécontents. Concernant la perception du Front national, 57% des personnes sondées jugent qu'un conseiller municipal FN élu dans leur ville serait «une mauvaise chose». En dépit des communes remportées par le FN, 30% des Français considèrent toujours qu'avoir un maire frontiste est une mauvaise chose. Ils sont 61% à estimer que «ce serait risqué de confier la gestion d'une ville au Front national». 48% se disent inquiets face à la montée en puissance du FN. Toutefois, 28% se déclarant satisfaits et 24% y étant indifférents.

## Ce mardi, début de l'édition 2014 de la Semaine du Développement Durable

# Alon batay ansanm pou fé konèt é aplik in politik pou lo dévlopman dirab nout péi!



Depuis quelques années, à La Réunion comme en France, des institutions et associations organisent des actions du 1er au 7 avril pour célébrer ce que l'on appelle la Semaine du Développement Durable. Ces actions ont pour objectif de faire connaître à la population quelques pistes à suivre pour aller vers un développement durable à La Réunion et dans le monde.

Malheureusement, comme un réel développement durable, responsable et solidaire, oblige les classes dominantes à remettre en cause tout le système actuel en place, celles-ci et leurs représentants politiques i fé pa in kont èk sa! En dehors du PCR et d'autres forces démocratiques comme de leurs élu(e)s, tout est fait par les élites corrompues au pouvoir pour ne pas faire connaître l'ensemble des piliers d'un développement durable de La Réunion et surtout pour ne pas mener une politique dans ce sens.

C'est pourquoi nous profitons de l'ouverture de cette semaine pour rappeler au moins 6 piliers incontournables d'une telle politique, afin de sortir

notre pays de l'impasse où l'enferme le système néo-colonial aux mains des profiteurs et des diviseurs. Une réalité aux effets dramatiques, dont on n'a pas fini de prendre conscience.

**En effet, il n'y aura pas de développement durable à La Réunion...**

- ...sans une économie sociale et solidaire; c'est à dire sans une libération de notre peuple du système capitaliste, qui par la loi du profit, de la compétitivité, de la finance... prive la majorité de la population du respect de ses droits fondamentaux (emploi, logement, formation...) et ne cesse d'accentuer les discriminations et autres injustices ici et partout ailleurs dans le monde.

= ...sans une société équitable; c'est à dire sans un juste partage des richesses et des revenus, sans une politique fiscale et bancaire juste, sans une politique des prix et du coût de la vie légitime; cela passe donc aussi par l'éradication de l'extrême pauvreté et l'abolition de l'apartheid social institutionnalisé à La Réunion.

- ...sans un respect de notre environnement; c'est à dire notamment sans une élimination de toutes les formes de pollution dans les énergies (pétrole, charbon...), dans l'agriculture (engrais chimiques, pesticides), dans l'alimentation, dans les médicaments, dans les modes de déplacements etc, afin de préserver la santé et la biodiversité.

- ...sans une valorisation de notre identité réunionnaise; c'est à dire sans la reconnaissance, le respect, l'enrichissement continu de l'identité culturelle spécifique du peuple réunionnais, avec notamment l'enseignement de la langue créole, la connaissance de listwar nout péi, nout nasyon, la promotion de la pensée créole réunionnaise ouverte sur le monde.

- ...sans une gouvernance démocratique réunionnaise; c'est à dire sans un pouvoir de décision par le peuple réunionnais lui-même — et notamment les plus pauvres du pays — sur tout ce qui le concerne; car il ne peut pas y avoir de développement humain dans un pays sans démocratie.

- ...sans un co-développement régional solidaire; c'est à dire sans un partenariat équitable avec tous les peuples frères de l'Indianocéanie et ceux des pays autour de l'océan Indien, notre région; ce qui n'empêche pas la mise en œuvre également d'un partenariat équitable avec la République française et l'Union européenne.

Voilà quelques pistes de réflexions à développer et d'actions à mener pour donner un sens réel et authentique à la célébration du développement durable de La Réunion. C'est un message à adresser également aux décideurs (politiques et autres) afin de voir ce qu'ils vont faire pour en tenir compte. En tout cas, plus que jamais, alon batay ansanm pou fé konèt é aplik in politik pou lo dévlopman dirab nout péi!

L. B.

## Une initiative de RIVE

# Opération «Les Coiffeurs Solidaires» 2014

Pour la deuxième année consécutive l'association RIVE organisera le 05 Avril prochain une soirée caritative en proposant différentes actions au public de 18h à minuit dans le centre ville de Saint Denis. De nombreuses animations seront également mises en place pour l'occasion.

Rive organise les «coiffeurs solidaires» qui rassemble plusieurs coiffeurs donnant de leur temps et de leur savoir-faire pour aider l'association à récolter des fonds. Le salon de coiffure partenaire est Camille Anne Coiffure situé rue Jean Châtel. Il accueillera le public dionysien en proposant pendant toute la soirée des coupes et des brushings au tarif exceptionnel de 15 euros, de la pose de vernis à 5 euros, des massages à 1 euros la minute et bien d'autres surprises.

## Faire de la prévention auprès de la population

Parallèlement, cet événement permettra à l'association de proposer un espace de prévention au public Réunionnais. Des bénévoles de l'association RIVE seront présents et iront au contact des personnes dans la file d'attente pour les sensibiliser. Enfin, un stand relais sera également présent

**Un projet populaire et solidaire!**

# Otè!

## La politik sé pa la gèr... fo rékonsilié !

*Konbien n kandida batu ou antan dir: «lo Konba kontinu»; konm an dotretan na inn la di ,dan larmé: «nou la pèrd inn batay mé nou la pokor pèrd la gèr!»*

*Normalman, lo déba demokratik i spas kan nou lé an kanpagn élektoral! Asteur zéléksyon lé fini, anon rékonsilié a nou.*

*Lo travay dan la méri i arkomans, pétèt in not manièr; pétèt tèl biro va sanz plas, tèl perso-nèl kab giny inn ti mitasyon; pétèt sanz servis, mé dan lansanm po la popilasyon tou so bann moun dan lé méri lé a nouvo bien a la dispozisyon tout sitoyin, tout administré, demokratikman, républikinnman.*

*Nou sar pa éternèlman anvoy zargiman la politik si la figir inn lot.*

*Sèr nou la min; nout tout konpatriot in minn tèritoir; alon mèt ansanm po fé avansé tout bann dosié la! Souvan in servis la komine i rann inn, i anserv lot osi!*

*Pran légzanp dan lé o: in boug i dmann aranz son mir soutènman, ardiriz lo ruisèlman, débous lo kanal po lo la pli i artourn dan la ravine; i anpès linondasyon son ban voizin andsoud li!*

*Si mi domann fé in pon koté moin; tout domoun i sar anprint so pon po zot déplasé din poin a in not!Pa moin tou sèl!*

*Si mi giny fé abouti in dosié si lélarzisman in somin, in rout... mi fé la domann, mé konbien do moun dot kartié i sar bénéfisié!*

*Si mi giny fé bès lo pri la kantine po bann marmay lékol, tout paran va profité.*

*In mèr i kalkil osi lintéré kolektif; donk, normalman, li na pid zenmi: li nat konpatriot, tout parey.*

*Si li la pa promèt tro, dousman dousman li va giny satisfèr inn aprè lot; donn a li lo tan instal a li, li é son konsey minisipal, mazorité ék opozisyon; aprè, an navan, o travay; boulo ,boulo.*

*Sé pour sa ke nou la éli a li.*

*La politik sé pa touttan la gèr; sé osi, in moman doné, la rékonsiliasyon! Zot lé pa dakor?*

Justin